

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 2 septembre 2024

Régional

Bayobab Kenya a terminé le projet de fibre optique Mombasa-Malaba

Bayobab Kenya, filiale du groupe MTN, a achevé un réseau de fibre optique longue distance, reliant Mombasa à Malaba et Busia, jusqu'à la frontière ougandaise. Ce réseau facilite la connectivité avec l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la RDC. Suivant le tracé ferroviaire de la voie métrique historique de *Kenya Railway*, qui s'étend sur plus de 1 000 km, il améliore la connectivité et relie les pays enclavés aux câbles sous-marins de Mombasa, renforçant ainsi les services de Bayobab Kenya. Ce projet s'inscrit dans l'objectif de Bayobab d'atteindre 135 000 km de fibre optique en Afrique d'ici 2025, reliant les pays enclavés aux câbles sous-marins de Mombasa.

Burundi

Don au Burundi de matériel de stockage de vaccins

Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (*Africa CDC*) a fait don au Burundi de matériel de stockage de vaccins. Ce matériel, d'une valeur de 0,3 MUSD, comprend notamment 28 réfrigérateurs électriques et solaires ainsi que 20 chambres froides. Alors que le pays lutte contre le Mpox, cette donation permettra de renforcer le programme de vaccination du pays et d'assurer une couverture vaccinale sur l'intégralité du territoire. Le Burundi est le quatrième pays à recevoir cet équipement fourni par *Africa CDC* en partenariat avec la Fondation *Master Card*. Les autres pays concernés sont le Cameroun, la Guinée équatoriale et le Congo-Brazzaville.

Comores

Adhésion des Comores à l'OMC et acceptation de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche

Les Comores ont adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 21 août 2024, devenant ainsi le 165^{ème} membre de l'organisation internationale. Les Comores avaient sollicité leur adhésion en février 2007. Le pays a également accepté l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche. Cet accord, adopté en

juin 2022 lors de la 12^{ème} conférence ministérielle (CM12), vise à promouvoir la durabilité des océans et à cette fin lutter contre la baisse des stocks de poissons en interdisant les subventions à la pêche jugées préjudiciables.

Erythrée

Ethiopian Airlines avance la suspension de ses vols à destination de l'Erythrée

La compagnie éthiopienne a annoncé la suspension de ses vols à destination et en provenance d'Asmara effective à partir du 3 septembre. Cette décision fait suite à celle du ministère érythréen des Transports et de la Communication qui avait annoncé mi-juillet la suspension à partir du 30 septembre, de tous les vols *Ethiopian Airlines* à destination de l'Erythrée en raison, entre autres, des « pratiques commerciales malveillantes » de la compagnie, parmi lesquelles des vols et dommages aux bagages des passagers, des retards prolongés et des hausses de prix injustifiées. *Ethiopian Airlines* assurait jusqu'à présent près d'un tiers du marché de la desserte d'Asmara.

Ethiopie

Le ministère des Finances étend le régime d'importation *franco valuta*

Le 19 août, le *state minister* des Finances, Dr Eyob Tekalign a annoncé la levée de certaines restrictions sur les importations via l'extension du régime *franco valuta*. Ce régime d'importation, qui permet d'importer des biens dans le pays sans avoir besoin d'accéder à des devises via le système bancaire, était auparavant réservé à certains biens essentiels (blé, riz, sucre, huiles alimentaires et poudre de lait pour bébé). L'extension du régime à une gamme élargie de produits (à l'exception des véhicules thermiques et du matériel de défense et de renseignement) permet aux opérateurs de disposer librement de leurs devises pour l'importation, sans passer par la demande de lettres de crédit, en particulier pour les importations supérieures à 250 kUSD. Cette mesure devrait réduire la demande de devises adressée aux banques et faciliter l'importation de certains biens.

Lancement de la seconde phase du projet de corridor à Addis-Abeba

Le bureau du Plan et du Développement de la ville d'Addis-Abeba a lancé la seconde phase du projet de corridor qui devrait permettre, entre autres, de développer les infrastructures routières entre le centre-ville et les quartiers périurbains en expansion, construire des espaces de stationnement et créer des espaces verts. Cette seconde phase de développement urbain concerne plus de 4 700 hectares de foncier et s'étend sur 43 km dans trois nouveaux districts de la capitale éthiopienne, notamment Bole, Lemi Kura et Akaki Kaliti. Si le coût prévisionnel de cette seconde phase n'a pas été révélé par les autorités, la ville d'Addis Abeba espère lever près de 100 Md ETB (826 MEUR) de la location des terrains bordant le corridor et 5,7 Md ETB de taxes (47 MEUR). La première phase du projet corridor, initié fin février, avait été fortement critiquée par la population d'Addis-Abeba principalement en raison de la destruction du quartier historique de *Piassa* et l'expropriation de milliers de résidents et commerces avec peu ou pas de préavis.

Entrée en application d'une nouvelle directive de la NBE pour augmenter ses réserves d'or et réduire les flux illicites

Afin de lutter contre la vente d'or sur le marché informel et augmenter ses réserves, la Banque centrale éthiopienne (NBE) a révisé sa stratégie d'achat aux mineurs et fournisseurs d'or. Dorénavant, l'or sera acheté à des prix supérieurs aux cours mondiaux, avec des premiums fixés selon la quantité d'or livrée à la NBE, qui proposait auparavant un premium fixe de 35 %. Des premiums à hauteur de 60 % seront offerts pour des quantités d'or allant de 50 grammes (g) à 3 kilogrammes (kg), tandis que les quantités supérieures à 30 kg bénéficieront de premiums à hauteur de 72 %. En outre, la NBE couvrira les coûts de transport des fournisseurs qui sourceront entre 250 g et 25 kg d'or, tandis que les fournisseurs sourçant plus de 25 kg bénéficieront d'incitations financières supplémentaires. D'après une étude faite par l'initiative de transparence des industries extractives (EITI), les gisements d'or en Ethiopie sont estimés à 200 tonnes, pour lesquelles la NBE cherche à créer un environnement d'exploitation propice.

Kenya

Le Président William Ruto en Chine pour le 9^{ème} sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC)

Le Président William Ruto est à Pékin, en Chine, pour le 9^{ème} sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). Ce sommet, qui se tiendra du 4 au 6 septembre 2024, devrait permettre de renforcer les liens bilatéraux et d'explorer de nouveaux domaines de coopération. En outre, le Président Ruto assistera à la conférence des entrepreneurs Chine-Afrique, où il plaidera en faveur d'une augmentation des investissements chinois dans les secteurs des infrastructures, de la santé et de la technologie au Kenya. Le Kenya espère conclure des accords sur le développement des infrastructures, tels que i) la construction de routes rurales, ii) le système de transport intelligent de Nairobi, iii) le projet d'approvisionnement en eau du barrage de Bosto, iv) l'extension et l'achèvement des phases 2B et 2C du SGR, v) la mise en place d'un doublement du contournement nord de Nairobi et d'autres projets d'infrastructure. La visite devrait également permettre d'entamer des discussions sur la création d'un parc pharmaceutique et de négocier un accord commercial préférentiel (ACP) et un accord de protection des investissements (API). Il a exprimé l'intérêt du Kenya pour le marché financier chinois, notamment via le *Panda Bond* et l'adhésion à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, tout en saluant le rôle essentiel de la Chine dans la coopération Sud-Sud pour développer le potentiel de l'Afrique.

Publication du rapport de durabilité d'*Equity Group*

En 2023, selon son rapport de durabilité basé sur l'Évaluation climatique pour les institutions financières (CAFI), de la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, *Equity Bank* a réalisé le plus grand nombre de transactions de financement lié au climat parmi 258 institutions financières mondiales. La banque a aidé 47 593 ménages et entreprises à adopter des solutions pour s'adapter et atténuer les effets du changement climatique, avec des prêts allant de 40 à 60 MEUR (6 000 à 8,54 Mds KES) pour financer des projets à partir d'énergies renouvelables, notamment hydroélectriques, géothermiques et éoliennes. *Equity Bank* a investi plus de 170 MEUR (24 Mds KES) au Kenya, Ouganda, Tanzanie, Soudan du Sud, Rwanda, RDC et Éthiopie dans des initiatives d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et d'agriculture intelligente, réduisant ainsi 39 917,4 tonnes de CO₂. *Equity Bank* a également mis en œuvre des mesures visant à réduire

les déchets, notamment la numérisation, le recyclage des déchets électroniques, l'installation de points d'eau à osmose inversée et l'utilisation de bouteilles en verre. La consommation d'eau a diminué de 25 % par rapport à 2022. La Fondation *Equity Group* a planté plus de 25,2 millions d'arbres et distribué 970 MEUR (139 Mds KES) pour aider 5,4 millions de personnes à travers des programmes de transferts monétaires.

Le bénéfice des banques kényanes en hausse

Les dix banques kényanes cotées en bourse ont collectivement déclaré une augmentation de 27 % de leur bénéfice net, à 176,0 MEUR, au cours des six mois précédant juin 2024. Ces dernières ont également doublé leur dividende à destination des actionnaires, de 46,8 MEUR en 2023 à 93,5 MEUR en 2024. Les taux d'intérêts élevés ont néanmoins pesé sur le développement du secteur privé. A titre d'illustration, les bénéfices nets d'EABL et de BAT Kenya ont baissé de 12 % et 24 % respectivement.

Madagascar

Premier vol à Madagascar d'*Emirates Airlines*

La compagnie *Emirates Airlines* a effectué le vol inaugural d'un Boeing 777-300ER à l'aéroport international d'Ivato le 3 septembre, en présence du Président de la République malgache, Andry Rajoelina, et du Vice-Président d'*Emirates Airlines*, Adnan Kazim. La compagnie assurera quatre vols par semaine entre Dubaï et Tananarive, les mardi, jeudi, samedi et dimanche, en effectuant une escale à l'aéroport international de Mahé, aux Seychelles. Chaque vol commercial régulier de la compagnie disposera d'une capacité de 360 passagers et de 22 tonnes de fret. L'ouverture de cette liaison aérienne a été annoncée par le Président Rajoelina lors du 13^{ème} Forum AIM (*Annual Investment Meeting*) d'Abu Dhabi, au cours duquel il a également mentionné un projet d'ouverture d'une raffinerie aurifère à Madagascar, ainsi que des projets de développement d'énergies renouvelables (solaire, éolien et hydroélectrique).

Recettes douanières en augmentation, baisse de la valeur totale des importations

Au cours des 7 premiers mois de 2024, la Douane malgache a enregistré une hausse des recettes douanières à 2 093,1 Mds MGA, soit une augmentation de 150,1 Mds MGA par rapport à 2023. Ces résultats sont imputés aux efforts accrus en matière de recouvrement et de lutte contre la fraude, une meilleure gestion des flux commerciaux et la digitalisation. Sur la même période, sur le plan des recettes budgétaires, on constate cependant une baisse de la valeur totale des importations, qui s'est établie à 11 835,2 Mds MGA, soit 2 648,3 MUSD contre 12 337,8 Mds MGA, 2 819,5 MUSD en 2023, soit – 4%, attribuées à la conjoncture mondiale et à la réduction de la demande intérieure. Les exonérations de droits et taxes ont atteint 156,3 Mds MGA, dans les secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les nouvelles technologies.

Remaniement : 27 ministres, dont 12 femmes (3 ministères régaliens), et 2 Secrétaires d'Etat

Suites aux élections législatives, le deuxième gouvernement du Premier ministre Christian Ntsay, dans le cadre du 2^{ème} mandat du Président Rajoelina a été nommé le 22 août. Le nouveau gouvernement est constitué de 27 ministres et 2 Secrétaires d'Etat. 13 ministres et le Secrétaire d'Etat (chargé des nouvelles villes et de l'habitat) ont été reconduits suite à une évaluation de performances. Nouveaux ministres :

Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Intérieur, Industrialisation et Commerce, Agriculture et Elevage, Enseignement supérieur et recherche scientifique, Enseignement technique et formation professionnelle, Population, Tourisme et artisanat, Développement numérique, postes et télécommunication, Travaux publics, Eau, Assainissement et Hygiène, Communication et culture, Jeunesse et Sports. Un nouveau Secrétariat d'Etat a été créé auprès du Président de la République, en charge de la Souveraineté alimentaire. 12 ministères sont tenus par des femmes, dont 3 régaliens : Affaires étrangères, Economie et Finances (reconductions) et Intérieur (nouvelle nomination, le précédent est nommé Président de l'Assemblée nationale, Justin Tokely).

Maurice

Hausse des réserves de change sur la période janvier – juillet 2024 et en glissement annuel

Selon les statistiques de la Banque centrale de Maurice, les réserves de change en devises ont atteint 7,9 Md USD en juillet 2024, soit à une augmentation de +11,1 % par rapport à janvier 2024 (7,2 Mds USD). En glissement annuel, cette hausse est de 19,6 % (6,6 Md en juillet 2023). Les réserves de juillet 2024 permettent de couvrir l'équivalent de 12,3 mois d'importations, contre 10,7 mois en janvier 2024 et 10,1 mois en juillet 2023.

Ouganda

Ralentissement de l'inflation en août

Après un pic à 4 % en juillet, le taux d'inflation décélère en rythme annuel à 3,5 % en août. L'inflation sous-jacente ralentit plus modestement à 3,9 % (contre 4 % le mois précédent) en lien avec les tensions qui pèsent encore sur les services dont les prix continuent de progresser (6,2 %). A noter que les prix à la pompe ont légèrement fléchi en lien avec des facteurs externes favorables qui compensent la mise en route difficile du nouveau dispositif d'importation de carburant, piloté par la compagnie pétrolière ougandaise (UNOC).

Tour de table en cours finalisation pour le financement de l'oléoduc EACOP

La ministre de l'Energie ougandaise, Ruth Nankabirwa, a indiqué que le bouclage du financement de l'oléoduc EACOP était proche d'un accord final. Sans surprise, 2 banques chinoises sont pressenties pour la partie dette mais la participation de 7 banques européennes, encore sous anonymat, est-elle plus surprenante. Le schéma de financement, porté par 9 créanciers, table sur un ratio dette/capitaux propres de 60 : 40 et une durée d'exploitation de l'ouvrage de 25 ans. Pris dans sa globalité, l'avancement du projet est estimé à presque 40 % grâce à l'intervention des actionnaires qui travaillent sur fonds propres. Si l'exécution des phases ingénierie et passation des marchés de fournitures ont atteint respectivement 81 % et 54 %, la construction - intégrant les travaux préparatoires - pilotée par *China Petroleum Pipeline Engineering* est estimée à 15,4 %.

Rwanda

Six nouvelles écloseries de tilapia pour contribuer à l'augmentation de la production piscicole au Rwanda

Dans le but d'améliorer la pisciculture dans le pays, le *Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board* (RAB) a donné son feu vert, mardi 27 août, à six écloseries privées de tilapia pour fournir des alevins aux pisciculteurs locaux. Auparavant, le pays ne disposait que de deux écloseries de tilapia certifiées, toutes deux appartenant à des institutions agricoles publiques et fonctionnant à petite échelle. Les écloseries privées nouvellement agréées sont situées dans différentes régions du pays, notamment à Rwamagana, Kayonza, Bugesera, Gisagara et Rusizi, et sont capables de produire plusieurs millions d'alevins par an. Avec le soutien d'experts internationaux du *World Fish Centre* et de l'initiative TAAT (*Technologies for African Agriculture Transformation*), les écloseries ont été soumises à des exercices d'inspection visant à garantir qu'elles répondent aux normes régionales en matière de certification des semences et des aliments pour poissons. Le Rwanda a un plan ambitieux pour produire plus de 80 000 t d'alevins d'ici 2035, comme le souligne la stratégie nationale d'aquaculture.

Seychelles

Les Seychelles en tête du classement africain des investissements en 2024

Les Seychelles ont été désignées, sur 31 pays africains, comme étant le plus attractif pour les investisseurs en 2024, selon le rapport « Où investir en Afrique » publié par la *First National Bank* (FNB) d'Afrique du Sud. Maurice occupe la deuxième place, suivi de l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc. Ce classement est élaboré à partir de 20 indicateurs tels que la performance économique actuelle et le potentiel, l'accessibilité au marché et le niveau d'innovation, la stabilité économique et le climat d'investissement, ainsi que les conditions sociales et le développement du capital humain. Le rapport souligne en particulier le haut niveau de liberté personnelle aux Seychelles, le développement humain avancé, l'environnement économique favorable, le niveau de connectivité et la stabilité économique. À noter que Maurice, se distingue par ses innovations et ses opportunités de croissance. Le changement d'orientation du classement, qui privilégie désormais la liberté personnelle et le développement humain plutôt que la taille de la population ou la richesse globale, a permis aux deux nations insulaires de se hisser en tête.

Soudan

Catastrophe humaine à la suite à l'effondrement d'un barrage dans l'est du Soudan

Des pluies torrentielles ont causé l'effondrement, le 25 août, du barrage Arbaat, principale source d'eau douce pour la ville de Port Sudan, causant la mort de 132 personnes. Au moins 30 villages en aval du barrage ont été balayés par la violente coulée d'eau boueuse provoquée par cet effondrement, en plus de 50 villages ayant subi des dégâts partiels. Au total, environs 23 000 maisons ont été totalement ou partiellement détruites. D'après le ministère de la Santé, près de 130 000 personnes sont affectées par cette catastrophe qui a également causé la perte de 40 000 têtes de bétail. Le barrage Arbaat, situé à 40 km au nord de la ville de Port Sudan, avait été construit en 2003 pour capter l'eau des pluies dans le principal but d'alimentation en eaux douces de la ville. Le réservoir du barrage s'étend sur une

superficie 4750 m² et a une capacité de stockage de 16 millions de mètres cubes. Désormais, la ville de Port Sudan connaît une pénurie d'eau qui a provoqué une augmentation de 400 % des prix de l'eau en bouteille. En outre, des craintes se lèvent sur les risques sanitaires potentiels résultant du recours à d'autres sources d'eau contaminées à cause de l'intense activité minière dans la zone.

Soudan du Sud

Une ONG nationale menace de saisir la cour de communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour non-paiement des fonctionnaires

Une organisation des droits civils, le « *Center for Peace and Advocacy* (CPA), a menacé de saisir la cour de l'EAC, à Arusha en Tanzanie, contre le gouvernement pour le non-paiement des salaires des fonctionnaires. Ceux-ci n'ont pas reçu leurs rémunérations depuis près d'un an. Le Directeur du CPA a souligné que ce manquement de la part du gouvernement allait à l'encontre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, que le Soudan du Sud avait ratifié. La question des salaires a également été évoquée au Parlement lors de sa séance du 26 août. D'après le Président du Parlement, les recettes collectées par la « *National Revenue Authority* » pour l'exercice 2023/2024, qui étaient supérieures à l'objectif visé, étaient « plus que suffisantes » pour le paiement des fonctionnaires. Face à cette situation, de nombreux fonctionnaires publics, dont des membres des forces de sécurité, ont abandonné leurs postes dans une situation économique marquée par une hausse continue du coût de la vie.

Le Président Kiir arrive à Pékin pour participer au FOCAC

Le Président Kiir participe au sommet 2024 du « *Forum on China-Africa Cooperation* » FOCAC, qui se tient à Pékin du 4 au 6 septembre. Ce sommet offre l'occasion au Soudan du Sud, de renforcer sa coopération avec la Chine, dans un contexte de crise économique qui nuit aux échanges économiques entre les deux pays, notamment à l'arrêt de la production pétrolière du pays. Le Président Kiir devrait rencontrer, en marge du forum, les dirigeants de la province du Zhejiang pour évoquer l'état des relations bilatérales. L'activiste des droits de l'homme Sud Soudanais et chef de l'Organisation « *Community Empowerment for Progress Organization* » a exhorté le président de prendre avantage de cet événement pour plaider pour des initiatives de développement.

Tanzanie

Assurance voyage obligatoire pour les touristes à Zanzibar

À partir du 1^{er} octobre 2024, en plus du visa électronique (e-Visa) pour entrer en Tanzanie, les visiteurs de Zanzibar devront détenir une assurance voyage obligatoire de 44 USD par personne auprès de la *Zanzibar Insurance Corporation* (ZIC) pour se rendre dans l'archipel. Les autorités zanzibariennes expliquent que cette exigence est mise en œuvre pour assurer la sécurité et le bien-être de tous les étrangers et atténuer les risques potentiels liés à leur voyage sur l'île. L'assurance couvre les visiteurs contre plusieurs types de risques (maladie, perte de bagages, accident, perte de passeport, rapatriement de la dépouille en cas de décès, etc.). L'assurance obligatoire est valable pour une durée de séjour allant jusqu'à 92 jours et le non-respect de cette exigence obligatoire peut entraîner un refus d'entrée aux points de contrôle de l'immigration. De nombreux acteurs du secteur estiment que le supplément de 44 USD pourrait rendre Zanzibar moins compétitif par rapport aux autres destinations touristiques. Ce montant élevé pourrait dissuader les touristes, surtout lorsque d'autres destinations, comme la Thaïlande, proposent une assurance voyage gratuite pour attirer les visiteurs.

Forte augmentation des projets d'investissement en 2024

Selon le Centre d'investissement de Tanzanie (TIC), entre les six premiers mois de 2024, la Tanzanie a enregistré 409 projets d'investissement, d'une valeur de 3,1 Md USD, cela représente plus de 200 fois les projets enregistrés au cours de la même période en 2023. Parmi ces projets, 385 étaient nouveaux. Cette étape fait partie des 1 000 projets d'investissement prévus pour 2024, d'une valeur de 5 Md USD d'investissements étrangers et de 3,5 Md USD d'investissements nationaux. 185 projets d'investissement ont été initiés par des investisseurs étrangers, 165 par des Tanzaniens et 59 coentreprises entre investisseurs locaux et étrangers. Le secteur manufacturier a enregistré le plus grand nombre de projets, soit 196, pour une valeur de 1,42 Md USD.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr